



Monsieur le Maire
COMMUNE DE ESQUENNOY
SERVICE EAU
MAIRIE - 6 PLACE DE LA MAIRIE
60120 ESQUENNOY

Douai, le 21/06/2021

N/REF : SAPIE / dossier n° 82809
Objet : Notification de la modification du délai de démarrage de votre projet intitulé
CONSTRUCTION NOUVELLE STEP - ESQUENNOY, financé par l'Agence, au titre des crédits « Plan de reprise / relance Agence »

Lettre recommandée avec accusé de réception

Monsieur le Maire,

Dans le cadre du « Plan reprise / relance Agence », vous avez bénéficié d'une aide financière majorée à titre exceptionnelle, pour vous permettre d'effectuer l'opération citée en objet, reprise à la convention n° **82809**.

L'obtention de la participation financière était toutefois conditionnée à un démarrage rapide de l'opération, initialement fixé à 6 mois après notification de l'engagement financier, et un achèvement des travaux sous 18 mois.

Compte tenu de la poursuite de l'état d'urgence sanitaire en ce début d'année, je vous informe que, par décision n°21-A-026 du Conseil d'Administration du 12 mai 2021 (en annexe à ce courrier), le délai de démarrage des travaux est prolongé de 4 mois, soit un délai maximal de 10 mois à compter de l'engagement juridique.

Ainsi, concernant votre convention n° 82809, engagée juridiquement à la date du 13/11/2020, la date limite de démarrage des travaux est fixée au **13/09/2021** ce qui porte la date maximale d'achèvement au **13/05/2022**. En cas de non-respect de ces délais, la subvention complémentaire correspondante sera rappelée ou non versée. Vous trouverez, ci-joint, la décision du Conseil d'Administration valant avenant.

Votre interlocuteur à l'Agence de l'Eau cité en contact reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur Général

Thierry VATIN

DELIBERATION N° 21-A-026 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE

TITRE : PROROGATION DU DELAI DE DEMARRAGE DES OPERATIONS DANS LE CADRE DE LA CRISE DE LA COVID-19

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le SDAGE du Bassin Artois-Picardie et le Programme de Mesures en vigueur,
- Vu le 11^{ème} Programme d'Intervention 2019-2024 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie,
- Vu le règlement intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie en vigueur,
- Vu l'ordonnance 2020-1507 adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire
- Vu la délibération n° 20-A-013 du Conseil d'Administration du 26 juin 2020 relative à la validation des modalités exceptionnelles de votes et de débats en visio conférence,
- Vu la délibération 20-A-014 du Conseil d'Administration relative au plan de reprise d'activité dans le cadre de la crise du COVID-19,
- Vu la délibération 20-A-028 du Conseil d'Administration relative au plan de relance d'activité dans le cadre de la crise de la COVID-19,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 1 (1) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 12 mai 2021,

Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :

ARTICLE 1 -

Dans le cadre de la crise de la COVID-19, afin de contribuer à une reprise de l'activité dans le secteur de l'eau, l'octroi de certaines subventions complémentaires a été conditionné à un démarrage rapide des opérations bénéficiant de participations financières.

Cette possibilité a été ouverte pour les politiques d'intervention relatives aux ouvrages d'épuration des collectivités territoriales, aux réseaux d'assainissement des collectivités territoriales, à la gestion des eaux pluviales et de ruissellement hors activités économiques, à la protection de la ressource en eau et à l'alimentation en eau potable.

Or les états d'urgence sanitaires initiés en mars 2020 et en octobre 2020, ainsi que leurs prolongations successives, ont conduit de nombreux secteurs économiques à éprouver des difficultés à respecter les délais habituels d'exécution de leurs activités.

En conséquence, le délai de démarrage des opérations initialement fixé à six mois est prolongé de quatre mois pour les opérations bénéficiant de participations financières au titre :

- ✓ des articles 4, 5, 6 et 10 de la délibération 20-A-014 ;
- ✓ des articles 4, 5, 6 et 7 de la délibération 20-A-028.



Monsieur le Maire
COMMUNE DE ESQUENNOY
SERVICE EAU
MAIRIE - 6 PLACE DE LA MAIRIE
60120 ESQUENNOY

Douai, le 21/06/2021

N/REF : SAPIE / dossier n° 26992
Objet : Notification de la modification du délai de démarrage de votre projet intitulé RéSEAU
TRANSFERT (OTEU)-ESQUENNOY , financé par l'Agence, au titre des crédits « Plan de
reprise / relance Agence »

Lettre recommandée avec accusé de réception

Monsieur le Maire,

Dans le cadre du « Plan reprise / relance Agence », vous avez bénéficié d'une aide financière majorée à titre exceptionnelle, pour vous permettre d'effectuer l'opération citée en objet, reprise à la convention n° **26992**.

L'obtention de la participation financière était toutefois conditionnée à un démarrage rapide de l'opération, initialement fixé à 6 mois après notification de l'engagement financier, et un achèvement des travaux sous 18 mois.

Compte tenu de la poursuite de l'état d'urgence sanitaire en ce début d'année, je vous informe que, par décision n°21-A-026 du Conseil d'Administration du 12 mai 2021 (en annexe à ce courrier), le délai de démarrage des travaux est prolongé de 4 mois, soit un délai maximal de 10 mois à compter de l'engagement juridique.

Ainsi, concernant votre convention n° 26992, engagée juridiquement à la date du 11/12/2020, la date limite de démarrage des travaux est fixée au **11/10/2021** ce qui porte la date maximale d'achèvement au **11/06/2022**. En cas de non-respect de ces délais, la subvention complémentaire correspondante sera rappelée ou non versée. Vous trouverez, ci-joint, la décision du Conseil d'Administration valant avenant.

Votre interlocuteur à l'Agence de l'Eau cité en contact reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur Général



Thierry VATIN

DELIBERATION N° 21-A-026 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE DE L'EAU ARTOIS-PICARDIE

TITRE : PROROGATION DU DELAI DE DEMARRAGE DES OPERATIONS DANS LE CADRE DE LA CRISE DE LA COVID-19

VISA :

- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la Loi Constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'Environnement,
- Vu la Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques,
- Vu le Décret n° 2007-981 du 15 mai 2007 relatif aux Agences de l'Eau,
- Vu le SDAGE du Bassin Artois-Picardie et le Programme de Mesures en vigueur,
- Vu le 11^{ème} Programme d'Intervention 2019-2024 de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie,
- Vu le règlement intérieur du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie en vigueur,
- Vu l'ordonnance 2020-1507 adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire
- Vu la délibération n° 20-A-013 du Conseil d'Administration du 26 juin 2020 relative à la validation des modalités exceptionnelles de votes et de débats en visio conférence,
- Vu la délibération 20-A-014 du Conseil d'Administration relative au plan de reprise d'activité dans le cadre de la crise du COVID-19,
- Vu la délibération 20-A-028 du Conseil d'Administration relative au plan de relance d'activité dans le cadre de la crise de la COVID-19,
- Vu le rapport du Directeur Général présenté au point n° 1 (1) de l'ordre du jour du Conseil d'Administration du 12 mai 2021,

Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie décide :

ARTICLE 1 -

Dans le cadre de la crise de la COVID-19, afin de contribuer à une reprise de l'activité dans le secteur de l'eau, l'octroi de certaines subventions complémentaires a été conditionné à un démarrage rapide des opérations bénéficiant de participations financières.

Cette possibilité a été ouverte pour les politiques d'intervention relatives aux ouvrages d'épuration des collectivités territoriales, aux réseaux d'assainissement des collectivités territoriales, à la gestion des eaux pluviales et de ruissellement hors activités économiques, à la protection de la ressource en eau et à l'alimentation en eau potable.

Or les états d'urgence sanitaires initiés en mars 2020 et en octobre 2020, ainsi que leurs prolongations successives, ont conduit de nombreux secteurs économiques à éprouver des difficultés à respecter les délais habituels d'exécution de leurs activités.

En conséquence, le délai de démarrage des opérations initialement fixé à six mois est prolongé de quatre mois pour les opérations bénéficiant de participations financières au titre :

- ✓ des articles 4, 5, 6 et 10 de la délibération 20-A-014 ;
- ✓ des articles 4, 5, 6 et 7 de la délibération 20-A-028.